

MINISTÈRE D'ÉTAT

AFFAIRES CULTURELLES

DIRECTION
DE L'ARCHITECTURE

MONUMENTS HISTORIQUES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRÊTÉ

LE MINISTRE D'ÉTAT,
chargé des AFFAIRES CULTURELLES

Vu la loi du 31 décembre 1913 modifiée et complétée par la loi
du 25 février 1943 sur les monuments historiques, et le décret du
18 mars 1924 déterminant les conditions d'application de ladite loi,

Vu l'avis de la Commission supérieure des Monuments historiques
en date du 9 décembre 1963 ;

VU la lettre de M. le Ministre des Travaux Publics
en date du 12 novembre 1963 portant adhésion au clas-
sement ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Sont classées parmi les monuments historiques les parcelles
n° E 80, E 81 et E 82 incorporées au domaine public
fluvial du port d'AIGUES-MORTES (Gard) situées aux
abords du front Nord-Ouest des remparts d'AIGUES-MORTES,
entre la porte de la Gardette et la Tour de Constance,
et appartenant à l'Etat (Ministère des Travaux Publics
et des Transports - Direction des Ports Maritimes et
des Voies Navigables)

ART. 2

Le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

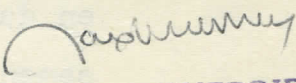
ART. 3

Il sera notifié au Préfet du département, au Maire de la commune d'Aigues-Mortes ainsi qu'à M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports

..... qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le - 8 JANV 1964 196.....

Pour le Ministre et par délégation
Le Maître des Requêtes au Conseil d'Etat
Directeur de l'Architecture


Max QUERRIEN

Arrêté.

Le Sous-Secrétaire d'Etat de l'Enseignement-Technique et des Beaux-Arts

Le Ministre

de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

*Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments
historiques; et le décret du 18 mars 1924 déterminant
les conditions d'application de ladite loi;*

*Vu l'avis de la Commission des Monuments historiques
en date du 26 Avril 1929*

*Vu le consentement donné le 5 Juillet 1929 par
M. VIGNE, président de la Cave Coopérative communale
des Vignerons d'AIGUES-MORTES au nom de cette
société, propriétaire,*

Arrête :

Article premier.

*Les parcelles de terrain appartenant à la Cave
coopérative communale des vignerons d'AIGUES-MORTES,
avoisinant les remparts d'Aigues-Mortes (Gard) et
inscrites au cadastre de la Commune sous les N° 8, 9
et 10 p. section F, désignées par une teinte rouge
sur le plan annexé à cet arrêté
sont classées parmi les monuments historiques.*

Art. 2.

Le présent arrêté sera transcrit au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 3.

Il sera notifié au Préfet du département du Gard

~~et~~ au Maire de la commune d'AIGUES-MORTES

et à M. VIGNE, président de la Cave coopérative

communale des Vignerons d'Aigues-Mortes, proprié-

taire,

qui

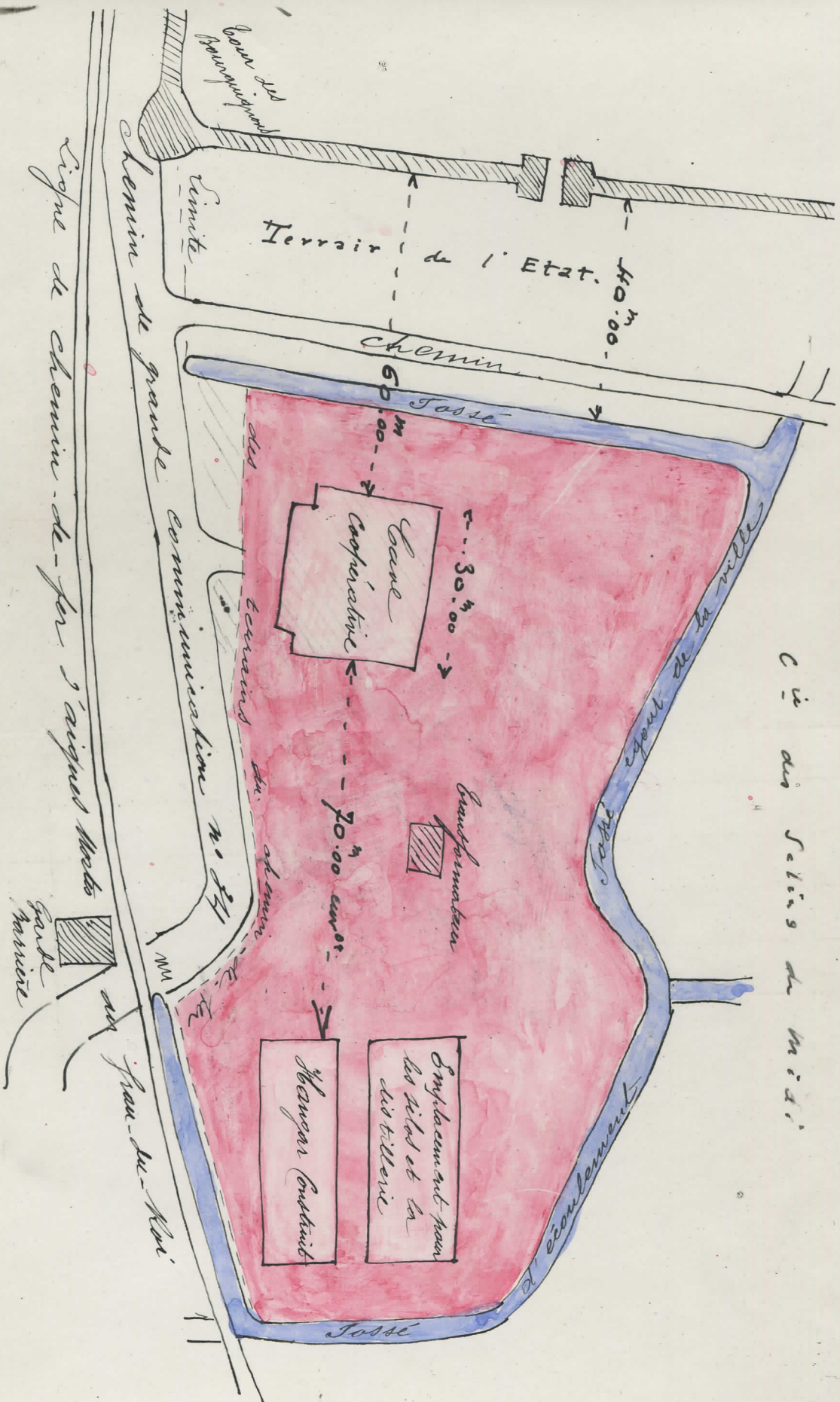
seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Paris, le 14 OCT 1929 192

André François-Poncet

Signé André FRANÇOIS-PONCET

Ci des Selens du midi.



La teinte rouge indique le terrain appartenant à la Case Comptable
La teinte bleue indique les zones d'écoulement des eaux.

Arrêté.

Le Ministre
de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments
historiques; et le décret du 18 Mars 1924 déterminant les
conditions d'application de ladite loi;

Vu l'avis de la Commission des Monuments historiques
en date du 28 Janvier 1927

Vu la délibération du Conseil Général du Gard
en date du 9 Mai 1928

Arrête :

Article premier.

La parcelle de terrain portant le N° 8 section
F du cadastre de la commune d'Aigues-Mortes (Gard)
et avoisnant les remparts classés de la ville

est classée parmi les monuments historiques.

Art. 2.

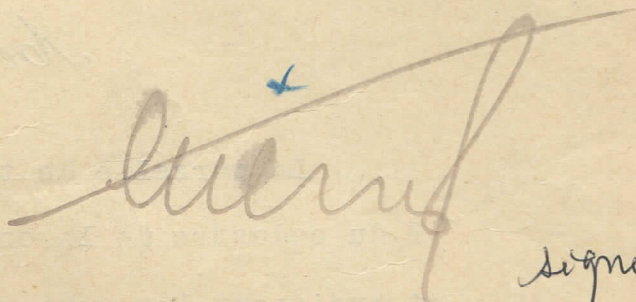
Le présent arrêté sera transcrit au bureau
des hypothèques de la situation de l'immeuble
classé.

Art. 3.

Il sera notifié au Préfet du département
d. u Gard propriétaire
et au Maire de la commune d 'Aigues-Mortes

..... qui
seront responsables, chacun en ce qui le concerne,
de son exécution.

Paris, le 28 JUIL 1928 192



signé
E. HERRIOT

DÉCRET

Le Président de la République française

*Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts.*

Vu l'avis émis par la Commission des Monuments historiques dans sa séance du 30 Juillet 1920 et tendant au classement parmi les Monuments historiques des terrains avoisinant les remparts d'Aigues-Mortes;

Vu le procès-verbal en date du 28 Janvier 1921 constatant que Mme Vve COMTE François, née Méjean, propriétaire de la parcelle de terrain inscrite sous le n° 6 au plan parcellaire du périmètre de protection des remparts d'Aigues-Mortes n'a pas consenti au classement de la dite parcelles;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu le décret du 19 Juin 1904;

Vu la loi du 31 Décembre 1913 notamment les articles I paragraphe 2 et 5 paragraphe 2;

La Section de l'Intérieur, de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts du Conseil d'Etat entendue;

D E C R E T E :

Article premier.

La parcelle de terrain en nature de vigne portant le N° 355 p. Section F, du plan cadastral de la commune d'Aigues-Morte (Gard) au lieu dit "Etang de la Ville" et

inscrite sous le n° 6 au plan parcellaire annexé au présent décret, est classée parmi les Monuments historiques.

Article 2.

Le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret.

Rambaud
Fait à Paris, le 19 Juillet 1921

A lui

Par le Président de la République:

Le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts.

Henri Darcy



DÉCRET

Le Président de la République française

*Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts.*

Vu l'avis émis par la Commission des Monuments historiques dans sa séance du 30 Juillet 1920 et tendant au classement parmi les Monuments historiques des terrains avoisinant les remparts d'Aigues-Mortes;

Vu le procès-verbal en date du 26 Mai 1921 constatant que M. Méjean Alexandre, propriétaire des parcelles de terrain inscrites sous le n° 7 au plan parcellaire du périmètre de protection des remparts d'Aigues-Mortes n'a pas consenti au classement des dites parcelles;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu le décret du 19 Juin 1904;

Vu la loi du 31 Décembre 1913, notamment les articles 1, paragraphe 2 et 5 paragraphe 2;

La Section de l'Intérieur, de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts du Conseil d'Etat entendue,

D E C R E T E :

Article premier

Les parcelles de terrain en nature de vignes et de marais portant les Numéros 355 p. et 356 p. Section F du plan cadastral de la commune d'Aigues-Mortes (Gard) au lieu dit

" Etang de la Ville" , et inscrites sous le N° 7 au plan
parcellaire annexé au présent décret, sont classées parmi
les Monuments historiques.

Article 2.

Le Ministre de l'Instruction Publique et des
Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret.

Raulinillet
Fait à Paris, le 19 Juillet 1921

Amille

Par le Président de la République:
Le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts.

Georges Boncompagni

ARRÊTÉ

Monuments historiques

Gard

Fortifications

d'Aigues-Mortes

Classement

pour régularisation et
détermination de son étendue

Le Ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts

Sur la loi du 30 Mars 1887 et le décret du
3 janvier 1889 sur la conservation des Monuments
historiques,

Sur les pièces constatant que les fortifications de la
place d'Aigues-Mortes (Gard) sont inscrites depuis
1862 sur la liste des édifices classés,

Considérant que ces fortifications, qui ont cessé
d'appartenir au domaine public militaire, doivent
être prochainement affectées au Service des Beaux-Arts
et qu'en conséquence il y a lieu de préciser, conformément
à l'entente intervenue avec les ministères de la Guerre
et des finances, l'étendue du classement dont elles
sont l'objet ;

Article :

Le classement des anciennes fortifications d'Aigues-
Mortes (Gard), prononcé en 1862, est confirmé par
le présent arrêté. Il s'applique : 1° à l'enceinte de

la ville ; 2^o aux bâtiments dits "le Château", 3^o à la
tour de Constance ; 4^o aux terrains domaniaux qui,
contigus à ces diverses constructions, seront remis avec
elles au service des Beaux-Arts après délimitation
au moment où l'opération projetée sera réalisée.

Paris, le 1^{er} x 1903.

J. Hureau